



FEDERATION CGT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'austérité financière tue les hôpitaux

Plusieurs annonces faites ce jour sont là pour étayer cette affirmation.

Il s'agit d'une part de l'annonce de l'AP-HP qui explique que la baisse de ses ressources imposées par les décisions prises par le Ministère de la santé de baisse des tarifs et de suppression des crédits pour les missions d'intérêt général ne lui permettront pas de tenir son plan de retour à l'équilibre financier. Le communiqué de sa Direction générale signale par ailleurs que le financement des opérations concernant l'Hôtel-Dieu, ainsi que Bichat et Beaujon n'existe pas. Ces informations justifient notre demande de moratoire sur ces opérations et de remise à plat des projets. Il faut tout particulièrement insister sur le cas de l'Hôtel-Dieu, dont la CGT dénonce la fermeture programmée au profit d'une opération immobilière non financée. Il est donc temps que nous soyons entendus par les pouvoirs publics !

D'autre part, l'existence de deux maternités, celle des Bluets et celle des Lilas, est menacée. Il s'agit de deux établissements privés à but non lucratif dont la réputation n'est plus à faire et qui sont étranglés financièrement du fait que les tarifs actuels ne rémunèrent que l'acte technique de l'accouchement et absolument pas l'ensemble de la prise en charge avant et après ce dernier. Cette situation a été reconnue par le Président de la République quand il était candidat, avec une promesse de révision de la tarification à l'activité (T2A) qui est en cause, mais nous sommes aujourd'hui toujours en attente de mesures effectives. Or, aujourd'hui l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Ile-de-France utilise l'argument de ce déficit structurel pour menacer de dépôt de bilan ces deux structures et remettre en cause le projet de reconstruction de la maternité des Lilas, pourtant validée il y a moins d'un an par cette même ARS.

Ces exemples sont emblématiques d'une situation financière catastrophique des hôpitaux publics ou privés à but non lucratif, du fait d'une politique d'austérité mortifère. Ces établissements sont indispensables dans le dispositif sanitaire de la région parisienne. En effet, tant pour les services d'urgences que pour les maternités, les structures actuelles sont toutes surchargées et à la limite de la rupture. Toute fermeture d'établissement aggravera cette situation avec le risque de la multiplication d'accidents comme celui qui a eu lieu récemment à la maternité de Port-Royal.

Face à ces situations, il est urgent que le gouvernement respecte ses engagements et reconnaisse l'urgence de la mise en œuvre des réformes promises afin d'éviter la fermeture de ces établissements indispensables pour répondre aux besoins de la population.

A la veille de la manifestation nationale du 15 juin à Paris pour un grand service public de la santé et de l'action sociale, organisée notamment par notre Fédération, nous interpellons solennellement le gouvernement afin que des mesures soient prises pour arrêter ce massacre.

Fait à Montreuil, le 12 Juin 2013

Case 538
263, rue de Paris
93515 Montreuil Cedex

284

Tél : 01.55.82.87.88

Fax : 01 55 82 87 74

E-Mail :
com@sante.cgt.fr